

4

17 décembre

Convention collective de travail du 2001

-

Création d'un fonds de sécurité d'existence

-

CHAPITRE I^{er}. - *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui **ressortissent** à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement agréés et/ou subventionnés par la Région de Bruxelles-Capitale Commission communautaire française, ainsi qu'aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés.

Art. 2. On entend par travailleurs :

- les employées et employés,
- les ouvrières et ouvriers.

CHAPITRE II. - *Dénomination, siège social, objet, durée*

Art. 3. Il est institué, avec effet au 1^{er} novembre 2001, un fonds de sécurité d'existence dénommé «Fonds social bruxellois pour l'embauche compensatoire», en abrégé «Fonds social B.E.C.».

Art. 4. Le siège du Fonds social est établi dans la région de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. Le Fonds social a pour objet de recevoir, gérer et affecter aux objectifs en vue desquels elles sont destinées, les subventions versées par la Commission communautaire française pour permettre l'embauche compensatoire consécutive à la réduction du temps de travail des travailleurs âgés ainsi que les subventions destinées au paiement des primes syndicales.

Art. 6. Le Fonds social est institué pour une période indéterminée débutant le 1^{er} novembre 2001.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	
23-01-2002	18-04-2002	NR. N° 62118/601319

CHAPITRE III. - Administration

Art. 7.1. Le Fonds social est géré par un comité de gestion paritaire qui se compose de six membres. A titre consultatif siègent aussi deux membres de l'administration de la Commission communautaire française.

2. Ces membres sont désignés par la Commission paritaire maisons d'éducation et d'hébergement.

Ils sont présentés par moitié, respectivement par les organisations professionnelles d'employeurs et par les organisations représentatives des travailleurs.

3. Les membres du comité de gestion sont désignés pour une période de 4 ans.

4. Le mandat de membre du comité de gestion prend fin :

- en cas de démission ou de décès de l'intéressé ;
- lorsque son mandat est révoqué par l'organisation qui l'a présenté ;
- lorsque son mandat arrive à son terme.

5. Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

Art. 8. Les gestionnaires de Fonds social ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Art. 9. Le comité de gestion choisit par période de deux années, un président et un vice-président parmi ses membres issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Il désigne également la ou les personnes chargées du secrétariat.

Art. 10. 1. Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds social, dans les limites fixées par la loi ou par les présents statuts. Il doit établir un règlement d'ordre intérieur.

2. Le comité de gestion est valablement représenté dans toutes ces actions et à toutes fins, y compris toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, par le président du comité de gestion ou le membre qu'il délègue pour assurer cette représentation.

Art. 11. Le comité de gestion a notamment pour mission :

a) de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds social ;

b) d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;

c) de déterminer annuellement les frais d'administration, de même que la quotité des recettes annuelles à consacrer à ces frais.

Ceux-ci sont couverts en premier lieu par les intérêts des capitaux provenant du versement des subventions et, éventuellement, à titre supplémentaire, par une retenue sur les subventions dont le comité de gestion fixe le montant.

d) de transmettre chaque année, au cours du mois de juin, un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

Art. 12. 1. Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du Fonds social, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité de gestion, ainsi qu'à la demande d'une organisation représentée.

2. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les **procès-verbaux** sont rédigés par le secrétaire et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Art. 13. 1. Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que les membres de la délégation des employeurs, est présente.

2. Les décisions du comité de gestion sont prises à la majorité des votants dans chaque délégation.

Art. 14. Bilan et comptes.

Le bilan et les comptes sont clôturés au 31 décembre.

CHAPITRE IV. - *Allocations, bénéficiaires*

Art. 14. Les conditions d'octroi des interventions accordées par le Fonds social dans les frais **d'embauche** des travailleurs sont fixées par le comité de gestion du Fonds.

Art. 15. La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au paiement des cotisations dues par l'employeur.

Art. 16. Contrôle.

1. Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement désigne au moins un expert-comptable en vue du contrôle de la gestion du Fonds social.

2. Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

En outre, il informe régulièrement le comité de gestion du Fonds social des résultats de ses investigations et il fait les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE V. - *Dispositions particulières*

Art. 17. Le Fonds social B.E.C. crée une section spécifique pour la gestion des subventions allouées pour le paiement des primes syndicales; seuls les représentants des organisations représentatives des travailleurs siègent à cet effet.

CHAPITRE VI. - *Dissolution et liquidation*

Art. 18. Le Fonds social ne peut être dissous que par décision unanime de la Commission paritaire, qui prend ses effets à l'expiration du deuxième mois qui suit celui au cours duquel cette décision a été prise.

La commission paritaire désigne les liquidateurs qu'elle choisit parmi les membres du comité de gestion et définit leurs pouvoirs.

Elle détermine l'affectation des avoirs qui doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le Fonds social a été institué.

CHAPITRE VII. - *Dispositions finales*

Art. 19. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er novembre 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties peut y mettre fin moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

Le délai de six mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président de la commission paritaire.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 december 2001

Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid

HOOFDSTUK I. - *Bevoegdheidsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de instellingen en diensten die **ressorteren** onder het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen erkend **en/of** gesubsidieerd door het **Brussels** Hoofdstedelijk Gewest, Franse **Gemeenschapscommissie**, evenals op de werknemers en de werkgevers van de instellingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en die niet erkend of gesubsidieerd worden.

- Art. 2. Onder werknemers wordt verstaan:
- de mannelijke en **vrouwelijke** bedienden,
 - de **werklieden** en werksters.

HOOFDSTUK II. - *Benaming, sociale zetel, doel, duur*

Art. 3. Vanaf 1 november 2001 wordt er een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, "Fonds social bruxellois pour l'embauche compensatoire", genaamd, **afgekort** "Fonds social B.E.C."

Art. 4. De zetel van het Sociaal Fonds is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 5. Het Sociaal Fonds **heeft tot** doel het ontvangen, beheren en **toewijzen** van de subsidies **gestort** door de Franse Gemeenschapscommissie, voor het doel waarvoor ze zijn bestemd, om de bijkomende **aanwerving** mogelijk te maken die **voortvloeit** uit de **arbeidsduurvermindering** van de oudere werknemers, evenals van de subsidies bestemd voor de betaling van de vakbondspremies.

Art. 6. Het Sociaal Fonds wordt opgericht voor een onbepaalde periode vanaf 1 november 2001.

HOOFDSTUK III. - *Beheer*

Art. 7.1. Het Sociaal Fonds wordt beheerd door een beheerscomité dat is samengesteld uit zes **leden**. Er zetelen eveneens twee **leden** van de administratie van de Franse **Gemeenschapscommissie**, als raadgever.

2. Deze leden wordt aangewezen door het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen.

Zij worden voor de ene **helft** voorgedragen door respectievelijk de beroepsorganisaties van de werkgevers en voor de andere helft door de representatieve **werknemersorganisaties**.

3. De leden van het beheerscomité worden aangewezen voor een periode van 4 jaren.

4. Het mandaat **als lid** van het beheerscomité **loopt af**:

- in geval van **ontslag of overlijden** van de betrokkene;

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

23-01-2002

18-04-2002

NR. N°

621816/319

9

- wanneer zijn mandaat wordt **herroepen** door de organisatie die hem **heeft** voorgedragen;

- wanneer zijn mandaat een einde neemt.

5. De mandaten van de **leden** van het beheerscomité zijn vernieuwbaar.

Art. 8. De beheerders van het Sociaal Fonds gaan geen **enkele** persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het Fonds. Hun **verantwoordelijkheid** is **beperkt tot** de uitvoering van het beheersmandaat dat zij ontvangen hebben.

Art. 9. Het beheerscomité kiest **om** de 2 jaren een voorzitter en een **ondervoorzitter** onder zijn leden, **beurtelings** uit de **werknemersafvaardiging** en uit de **werkgeversafvaardiging**.

Het **wijst** eveneens de pers(o)n(en) aan die met het secretariaat **word(t)(en)**belast.

Art. 10. 1. Het beheerscomité beschikt over de **meest**uitgebreide bevoegdheden voor het **beheer** en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door de **wet** of deze statuten. Het comité **moet** een huishoudelijk **règlement** opstellen.

2. De raad van beheer wordt bij **elk** optreden, inbegrepen optreden in recht **als** eisende of **als verwerende partij** en voor elk **doel**, geldig **vertegenwoordigd** door de voorzitter van het beheerscomité of door het **lid** dat hij aanstelt om die **vertegenwoordiging** waar te **nemen**.

Art. 11. Het beheerscomité heeft in het bijzonder **als** opdracht:

a) over te gaan **tot** de eventuele **aanwerving** en het eventuele ontslag van het personeel van het Sociaal Fonds;

b) contrôle te doen en **alle** nodige maatregelen te **treffen**voor de uitvoering van deze statuten;

c) jaarlijks de administratiekosten evenals het aandeel van de jaarlijkse inkomsten die aan deze kosten moeten besteed worden vast te stellen.

Deze worden in eerste instantie gedekt door de kapitaalsintresten van **stortingen**van subsidies en, eventueel bijkomend, door een inhouding op de subsidies **waarvan**het beheerscomité het bedrag vaststelt.

d) tijdens de **maand**juni van elk jaar **schriftelijk**verslag uit te brengen aan het **Paritair** Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen over de **vervulling** van zijn opdracht.

Art. 12. 1. Het Beheerscomité **vergadert** minstens éénmaal per semester ten **zetel**van het fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van tenminste de **helft** van de leden van het Beheerscomité, evenals op vraag van een van de **vertegenwoordigde** organisaties.

2. De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. De notulen worden opgemaakt door de secretaris en **ondertekend** door degene die de vergadering heeft voorgezeten. De uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Art. 13. 1. Het Beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft van **zowel** de leden van de werknemersafvaardiging **als** van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

2. De beslissingen van het Beheerscomité worden bij eenparigheid van stemmen in **elke afvaardiging** genomen.

Art. 14. Balans en rekeningen.

De balans en de rekeningen worden op 31 december gesloten.

HOOFDSTUK IV. - Uitkeringen, rechthebbenden

Art. 14. De toekenningsvoorwaarden van de tegemoetkomingen die zijn toegekend door het Sociaal fonds in de **aanwervingskosten** van de **werknemers** worden vastgelegd door het beheerscomité.

Art. 15. De uitbetaling van de voordelen kan in geen **enkel geval afhankelijk gemaakt** worden van de betaling der verschuldigde bijdragen door de werkgever.

Art. 16. Contrôle

1. **Overeenkomstig artikel 12** van de Wet van 7 januari 1958 duidt het **Paritair Comité** voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen minstens een **revisor** aan ter contrôle van het beheer van het Sociaal Fonds.

2. Deze **moet** minstens één maal per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen.

Bovendien **licht** hij het Beheerscomité van het Sociaal Fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig **acht**.

HOOFDSTUK V. - Bijzondere bepalingen

Art. 17. Het Sociaal Fonds B.E.C. richt een **specifieke** afdeling op voor het beheer van de subsidies toegekend voor de betaling van de vakbondspremies; enkel de **vertegenwoordigers** van de representatieve werknemersorganisaties zetelen **hiervoor**.

HOOFDSTUK VI. - Ontbinding en vereffening

Art. 18. Het Sociaal Fonds kan enkel ontbonden worden door eenparige beslissing van het **paritair comité**, die aanvang **neemt** bij het **verstrijken** van de tweede **maand** die volgt op deze waarin deze beslissing werd genomen.

Het paritair comité wijst de **vereffenaars** aan die zij kiest onder de **leden** van het beheerscomité en bepaalt hun machten.

Het comité bepaalt de bestemming van het vermogen dat in overeenstemming moet zijn met het **doel waartoe** het fonds werd **opgericht**.

Art. 19. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 november 2001 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzegging van zes maanden gericht bij een te post aangehekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen. De termijn van zes maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangehekende brief aan de voorzitter van het paritair comité wordt toegesonden.